

# DANGER !

## CARTE D'IDENTITÉ INFORMATISÉE

1.



### DE LA CARTE PLASTIFIÉE AU FICHIER CENTRAL

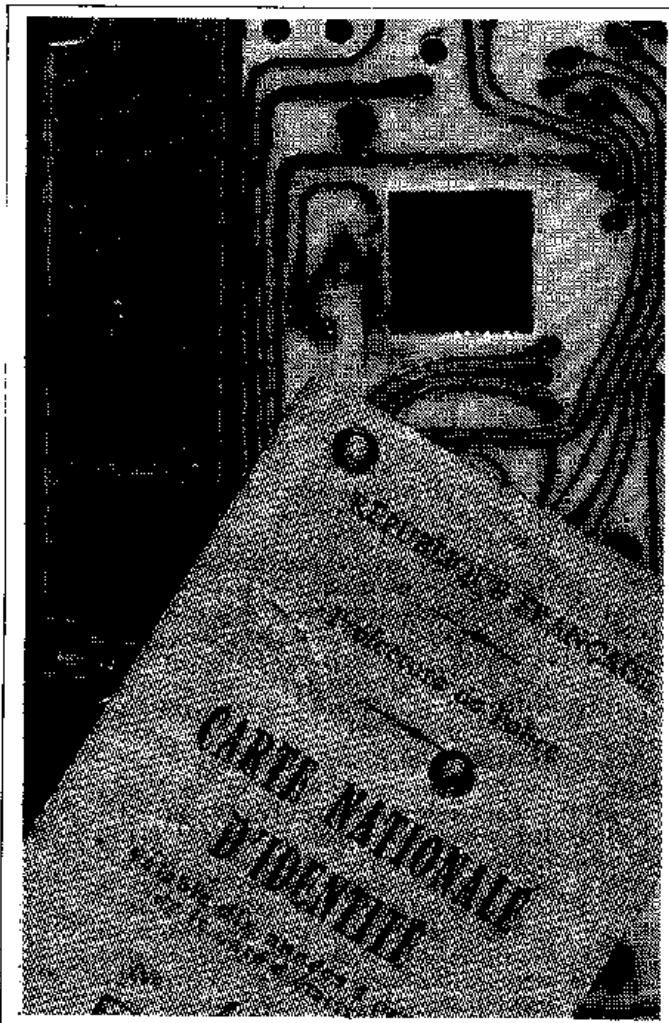
Bref, l'idée du ministère de l'Intérieur est de nous peaufiner une jolie petite carte d'identité, esthétique et moderne, lavable, plastifiée et informatisée. Bien entendu, des raisons plus strictement policières sont avancées : éviter les fausses cartes, unifier la présentation des titres entre Français et étrangers, et ultime parano, « lutter contre le terrorisme ». Même si l'on admet, pour une seconde, toutes ces bonnes raisons qui mélangent le modernisme et une notion complément rétrograde du maintien de l'ordre, on a du mal à concevoir par quelle aberration, si ce n'est la perversion quasi totalitaire de ce pouvoir, on peut en arriver à ce projet, qui tel qu'il va être mis en place, se propose de s'inscrire en dix ans tous les habitants de ce pays, Français et étrangers.

### FAUX PAPIERS ET CARTE INFALSIFIABLE

Le ministère de l'Intérieur justifie son projet en déclarant que sa nouvelle carte est infalsifiable. Mais la notion même de faux papiers est loin d'être évidente. La forme de fraude la plus courante est le grattage, en particulier de la date de naissance. Ensuite, à peine plus élaborée, vient la substitution de la photo. Le « milieu », quant à lui, fabrique complètement des faux papiers à partir de cartes vierges volées. Ces trois formes très primitives ne résistent pas à un simple coup de téléphone à l'organisme émetteur. Elles seront désormais rendues impossibles avec le nouveau système, du simple fait de la plastification de la carte.

Mais il existe, surtout en période de troubles, des

Bon, d'accord, tout le monde a un jour oublié sa carte d'identité dans une poche, et le résultat au lavage est plutôt triste. Si on n'était pas obligé de porter ses papiers 24 h sur 24, cela n'arriverait pas. Les contrôles d'identité ne sont, en principe, pas légaux, au moins pour les Français (cette distinction laisse le choix aux flics de décider si vous avez une tête de bon Français ou une sale gueule d'étranger). Mais quiconque a subi une seule fois un vrai contrôle d'identité, sait qu'il est absolument impossible de discuter dans ces circonstances, même avec la Loi pour soi.



moyens plus astucieux d'obtenir des faux papiers : individuellement par l'appropriation de l'identité d'un mort,

collectivement au moyen de complicités au sein des centres de fabrication. Des centaines de milliers de person-

nes parfaitement « honorables » ont eu la vie sauve, pendant l'occupation contre autres, grâce à de tels faux papiers. Cette dernière forme sera beaucoup plus rare, mais pas complètement impossible. En résumé, on ne pourra donc plus falsifier une vraie carte, mais on pourra toujours en avoir une fausse. Finies les vraies cartes fausses, encore un espoir pour les fausses cartes vraies ! Heureusement d'ailleurs, car si on se réfère à l'histoire des 40 dernières années, la police française a pourchassé, et toujours au nom de l'Ordre républicain ou national les francs-maçons, les communistes, les Juifs, les résistants, les collabos, les partisans de l'indépendance de l'Indochine, puis de l'Algérie, les membres de l'O.A.S., les gauchistes, les terroristes. Imaginons un peu : si cette police avait fait « correctement » son travail à chaque fois, qui resterait-il aujourd'hui en France ? La démocratie exige ce minimum irréductible qu'on puisse faire de faux papiers.

### CARTES DE COULEURS

L'un des principes du nouveau système est l'unification du procédé de fabrication : la carte sera la même pour les Français et les étrangers. Mais comme on craint en haut lieu que les flics aient du mal à distinguer les bons (Français et résidents privilégiés) des mauvais (travailleurs immigrés et exilés politiques), les cartes seront de couleurs différentes.

En fait, ça existe déjà pour les cartes de séjour de 5 et 10 ans. Les soirs de manif dans les commissariats vont devenir rigolos : « les cartes bleues à droite, les violettes au milieu, les jaunes à gauche... ». Enfin un travail pour flics analphabètes... mais pas daltoniens !

## SAISIE DE LA DEMANDE

Les demandes de cartes seront, comme par le passé, déposées dans les mairies et les commissariats, puis centralisées dans les préfectures. C'est là que commenceront les nouveautés : les demandes sont saisies sur un terminal d'ordinateur. Les mentions alphabétiques (le nom, l'adresse, etc.), et numériques (date de naissance) sont tapées sur un clavier. Un écran permet de corriger les erreurs éventuelles. Mais une carte comporte aussi des éléments qui ne sont pas alphanumériques : la photo, la signature, le tampon de la préfecture. Grâce à un appareil spécialement conçu à cet effet, les éléments sont envoyés vers le centre de fabrication point par point, par numérisation (!). Et voilà votre nom et votre adresse qui se promènent sur des fils de téléphone, depuis la préfecture pour rejoindre l'ordinateur de fabrication.

## LES CENTRES DE FABRICATION

Il y a six centres de fabrication. Pour l'instant trois en sont connus : Levallois, Valence et Toulouse (à moins que des événements récents...). Chaque centre de fabrication est relié par ligne téléphonique permettant la transmission des données informatiques, d'une part à toutes les préfectures qu'il dessert, et d'autre part aux cinq autres centres.

## VERIFICATION ET INTERCONNEXION

L'ordinateur de fabrication vérifie que la personne ne possède pas déjà une carte d'identité nouveau modèle.

A terme, cela rend parfaitement possible de retrouver une personne parmi 50 millions uniquement par son nom et sa date de naissance. La science-fiction a imaginé des mondes où l'ordinateur imposerait à chacun un numéro d'identification (type numéro de Sécurité sociale I.N.S.E.E.). En fait cela correspond à une vision de l'informatique vieille de 15 ans. Car dès maintenant, la machine vous connaît par votre nom et cela lui suffit. Pour les Français les vérifications administratives s'arrêtent là. Vous avez la parole d'honneur du ministre de l'Intérieur. Si vous lui faites confiance (bien que l'honneur de la police soit un article passablement frelaté par les temps qui courent), il faut signaler que cette parole engage tous les futurs ministres de l'Intérieur de la France !

## VERS LA CARTE UNIQUE

De plus toutes les connexions sont maintenant possibles. Voici ce qui est prévu pour les cartes de séjour des étrangers : on vérifie que le demandeur n'est pas dans le fichier des personnes recherchées, ni dans celui d'interdiction de séjour. Est également prévu, l'archivage de tous les renseignements concernant l'immigré, à la préfecture où est déposée la demande. Figure aussi, dans le fichier informatique de la carte de séjour, le numéro d'archive de ce dossier unique.

Un projet encore plus général de carte unique (séjour, travail) a été repoussé, par le Conseil d'Etat, mais pour combien de temps ?

## FRANÇAIS IMMIGRES TOUS UNIS ?

Ce double système, l'un pour les Français, l'autre pour les étrangers, mais fonctionnant avec le même ordinateur, laisse prévoir une évolution en douceur vers un système unique, de plus en plus complet, d'interconnexion entre les différents fichiers de la police. On imagine mal la police résister à la possibilité offerte de vérifier systématiquement que les demandeurs de cartes ne sont pas des personnes recherchées ou interdites de séjour dans le département de la demande.

## FABRICATION

Les vérifications faites, on fabrique la carte. Pour cela on utilise une imprimante d'ordinateur ordinaire, mais recto-verso, pour les caractères alphanumériques, et, merveille de la technique, un rayon laser pour recomposer les éléments graphiques : photo, signature et cachet. Le papier spécial est ensuite plastifié, puis les cartes sont acheminées par conteneur auto-explosif (!) vers les lieux de distribution. Le mec qui a inventé ça devrait avoir une médaille ! A l'extrême rigueur, si on s'en tenait là, on aurait des cartes infalsifiables et le système serait à peu près admissible. Mais ce qui est plus grave, c'est que ces précieuses informations on les garde.

## LE FICHIER CENTRAL DECENTRALISE

Tous les renseignements alphanumériques sont conservés sur ordinateur. Encore une fois, superbe première informatique : les renseignements sont conservés dans les centres de fabrication sur six

ordinateurs de stockage (MITRA 225 de fabrication française), tous interconnectés entre eux. Ce système va mettre le contenu de votre carte d'identité en mémoire. Le lieu de stockage dépend de votre département de naissance pour les Français, et de votre année de naissance pour les étrangers. Au fil des années, les 50 millions de cartes seront réparties dans les six centres, l'interrogation se faisant sans que l'opérateur ait à connaître le lieu de stockage physique du renseignement qu'il recherche. Les flics sont tellement fiers de ce système qu'un très haut fonctionnaire de police est allé le proposer à l'Arabie saoudite. On peut être sûr que cette tournée de prospection commerciale ne s'arrêtera pas là et que le système va faire des petits dans tous les pays où la France éternelle a encore quelque influence.

## MINI INFORMATIQUE DEMOCRATIQUE ?

Les MITRA 225 sont de très petites machines. Il est complètement absurde de distinguer entre une grosse informatique centralisée et mangeuse de libertés, et une informatique répartie, plus « démocratique », à base de petits ordinateurs.

Grâce au réseau de télécommunication (la télématique chère à Giscard), les petits ordinateurs sont devenus aussi dangereux que les gros. Un grand merci aux P.T.T. et un grand bravo à messieurs Nora et Minc, ceux du fameux rapport.

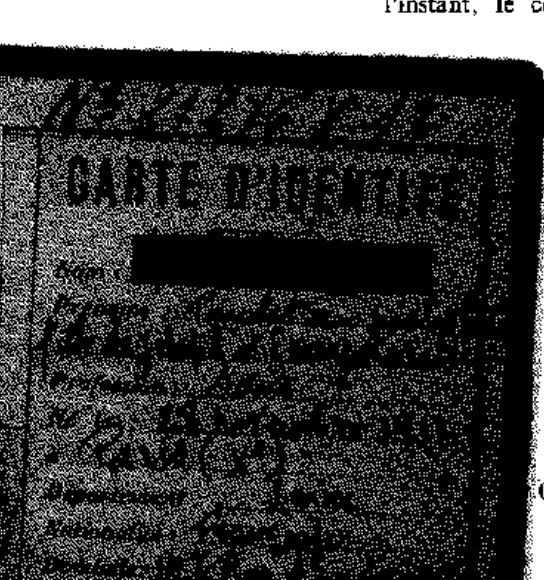
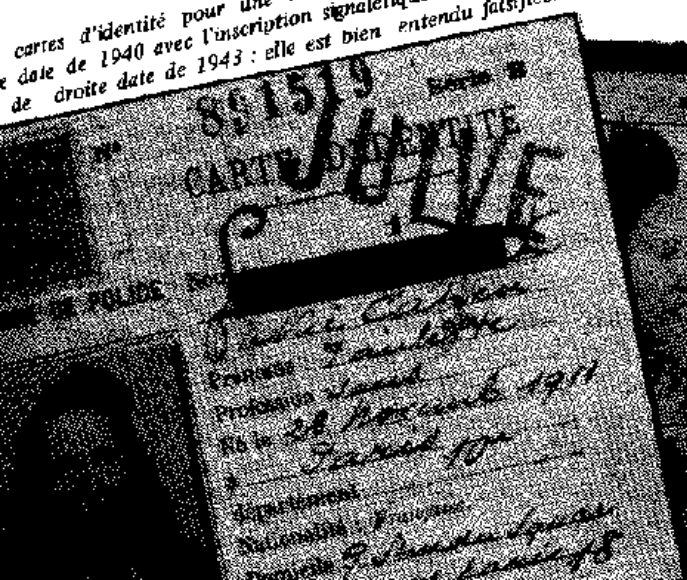
## PHOTO, SIGNATURE

Dans ce grand fichier central, et là aussi vous avez la parole du ministère, on ne gardera pas les photos ni les signatures. Il est vrai que pour l'instant, le coût de l'accès

instantané à ces renseignements serait trop élevé.

Mais qui ira vérifier que le ministère ne gardera pas une partie de ces photos, par exemple celles de la population considérée comme « dangereuse » socialement ? Qui peut garan-

cartes d'identité pour une même personne. Celle de date de 1940 avec l'inscription signalétique de « Juive ». de droite date de 1943 : elle est bien entendu falsifiée.



tir que les progrès de l'informatique ne rendront pas possible l'utilisation de ces éléments ?

### LECTURE OPTIQUE

Dans le projet initial, il était prévu une zone résumant les principaux renseignements de la carte. Cette zone de lecture optique a été vivement combattue par la C.N.I.L. (2) qui a obtenu

sa suppression. Malheureusement, dans la description du processus de fabrication, le ministère précise que la totalité de la carte est relue automatiquement pour vérifier le bon fonctionnement de l'imprimante. C'est avouer, et tous les informaticiens le savent, qu'il existe des lecteurs optiques qui permettent de relire directement des caractères imprimés, et ce quelque soit la « police » de caractère choisie.

### VERS DES CONTRÔLES D'IDENTITE AUTOMATIQUES

On peut donc penser, et les flics doivent en rêver, que les contrôles d'identité se feront, dans un proche avenir, par insertion de la carte dans un lecteur optique. Encore une fois travail d'analphabète !

(1) La numérisation est l'opération qui permet de transformer chaque point d'un document en

un nombre. Ce nombre est ensuite envoyé par le fil du téléphone, comme les autres données informatiques. Cette technique est la même que celle du système Belino employée dans la presse pour transmettre les photos.

(2) Commission nationale Informatique et Libertés issue de la loi de 1978. Ses membres sont soit parlementaires soit nommés par le gouvernement. Son rôle est de contrôler l'application de la loi et de donner ses avis sur les projets informatiques de l'Etat. Ces avis sont publiés au Journal officiel et ont, en principe, force de loi.



## 2.

Il n'est jamais bien agréable de barboter dans les eaux troubles du pouvoir. Mais comme c'est l'unique moyen d'y voir un peu clair, la descente dans les égouts s'avère nécessaire. Le 25 décembre 1979, le ministère de l'Intérieur publie un communiqué annonçant la création des nouvelles cartes d'identité et la mise en route du premier centre de fabrication. Il précise que l'ensemble du dispositif est placé sous le contrôle de la Commission Nationale Informatique et Liberté (1). Déjà un premier mensonge, qualifié de « subtil » par un journaliste du Monde, qui consiste à faire croire que ladite commission est d'accord alors qu'elle vient

à peine de recevoir le dossier.

La presse réagit vaguement, mais en accumulant les erreurs techniques. A ce sujet, il faut signaler qu'aux demandes de consultation du dossier, la CNIL oppose une fin de non recevoir sous prétexte de « secret de l'instruction ». La CGT et la CFDT l'auront quand même pour avis et en feront

quelques critiques, mais seulement sur la forme. Du côté des grands partis politiques, absolument rien. Comble : seul Michel Jobert publiera un bon article sur les dangers d'un fichier unique, mais sans dire mot du problème des étrangers. Dans le projet initial en effet, était prévu l'instauration d'un titre unique (travail/séjour) qui

fut interdit par le Conseil d'Etat en mars 80.

### BRAS DEFER

L'histoire de ce projet devient une véritable partie de bras de fer entre le ministère et la CNIL. Certains membres de la commission souhaitent un débat au Parlement. Le ministère explique que ce projet ne change rien à la loi. Le 1er avril 80, la CNIL reçoit une note de la Chancellerie critiquant le projet. On parle alors d'un désaccord Bonnet-Peyrefitte à ce sujet. Mais le 20 avril tout rentre dans l'ordre : le ministère de la

Le Sénat, en votant la loi « Sécurité et Liberté », a légalisé les contrôles d'identité sur la voie publique. Voici donc mis en place l'aspect législatif qui vient à point compléter l'aspect technique : une carte sûre et pratique pour des contrôles fréquents et rapides.

Justice désavoue la Chancellerie en expliquant pitoyablement que Peyrefitte n'était pas à Paris au moment de l'incident. Maintenant plus question de débat au Parlement. Pendant tout ce temps, silence total de toutes les instances politiques et syndicales...

### BRAS D'HONNEUR

Finalement, début juin, la CNIL donne un avis favorable au projet, avec quelques réserves techniques. Cet avis n'est publié nulle part et, le 1<sup>er</sup> août (décidément le ministère de l'Intérieur aime bien les vacances) le décret paraît au Journal Officiel, décret qui « oublie » de préciser un point capital : l'interdiction de l'accès au système pour autre chose que l'établissement des cartes et qui ruse avec la notion d'interconnexion (à ce sujet reportez-vous à l'article paru dans le numéro 1).

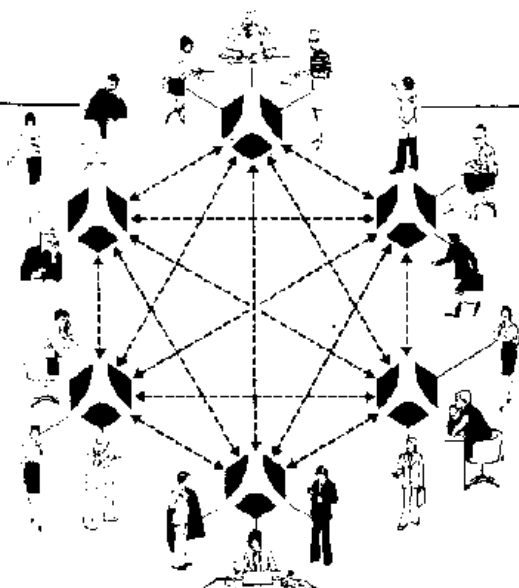
Pendant ce temps, coïncidence (?), le projet Sécurité et Liberté, alors en discussion à l'Assemblée se voit complété par les articles qui autorisent les contrôles d'identité. Contre tout attente (en tous cas celle style méthode Coué de la gauche), cette disposition est votée par le

Sénat, à la suite d'une séance grotesque où les sénateurs très fatigués (les pauvres !), votent deux amendements complètement contradictoires. Peyrefitte, toujours à la hauteur dans les moments difficiles, déclare au cours du débat : « il faut seulement légaliser des pratiques déjà courantes ». Rappelons sa célèbre phrase à Ivan Levaï qui l'interrogeait à ce sujet sur Europe 1 : « Vous, monsieur, vous n'avez rien à craindre, vous avez une bonne tête. »

### ET VOILA LE TRAVAIL !

Donc, du côté du pouvoir, un projet solide à la fois sur les plans technique et politique. De l'autre côté, une opposition inexistante, une commission qui donne, et dans le secret, un avis purement technique et formel, sans avoir ni le droit ni les moyens de remettre en cause le projet dans son ensemble. Et enfin des parlementaires qui, ne demandant qu'à être rassurés, s'en remettent aveuglement à l'avis des techniciens et votent au doigt et à l'œil.

X 2000



## INFORMATIQUE REPARTTE: SEMS

SEMS : AVEC TOUTE LA PUISSANCE DE THOMSON-CSF INFORMATIQUE



3000 rue de la Paix - 75001 Paris - Tél. 01 50 92 20 00

Département en France  
Bureaux : Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Strasbourg  
Suisse : Lausanne, Genève, Zurich, Bâle

THOMSON-CSF  
INFORMATIQUE

### PUBLICITE PARUE DANS LE MONDE

Le fabricant du système informatique des cartes d'identité SEMS, qui fournit les ordinateurs qui vont permettre le fichage de plus de 50 millions de personnes, est tout fier de son coup. Il publie des pubs pour son nouveau système, mais sans oser dire que chaque point du réseau est un bureau de flics !

recto

TITRE  
D'IDENTITE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Préfecture de  
PARIS

Ceci est un  
échantillon  
de votre future  
carte.

Elle ressemblera  
à peu  
près à ça,  
même si, comme  
vous pouvez  
le constater, elle  
n'est pas encore  
au point.

Pour preuve,  
nous l'avons  
trouvée dans  
une poubelle  
d'un centre  
d'expérimentation.

N° 20000000130 Type ID Sexe F

Nom ALBERTINI

Prénoms COLETTE

Date de naissance 12 JUIN 1958

Lieu de naissance 20 BASTIA

Nationalité FRANCAISE

Date d'expiration 01 JAN. 1970

Signature de la photo

Photo 8

Date d'expiration 01 JAN. 1970

Signature de la photo



verso

Domicile

12 BD SAINT NICHEL  
75006 PARIS